



AYITI INTEL | ONE-STOP INTELLIGENCE BRIEF

February 15, 2026

Intelligence for Haiti's Democratic Transition

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Haïti entre dans sa première semaine sous gouvernance à exécutif unique suite à la dissolution du Conseil Présidentiel de Transition le 7 février. Le Premier ministre Alix Didier Fils-Aimé gouverne désormais sans présidence collective, soutenu par Washington mais confronté à une fragmentation politique intérieure parmi plus de 220 partis enregistrés. Les conditions sécuritaires se détériorent malgré le déploiement prévu de forces internationales, avec des enlèvements en hausse à Port-au-Prince et le chef de gang Izo finançant ouvertement des activités de carnaval. Le calendrier électoral du 30 août fait face à des obstacles critiques incluant 23 communes contrôlées par des gangs et un budget non financé de 137 millions de dollars. Une décision judiciaire américaine sur le Statut de Protection Temporaire pour 350 000 Haïtiens est attendue avant le 19 février, créant une incertitude significative pour la diaspora. Point d'action concret : Restreindre les déplacements de personnel dans le corridor de Delmas et surveiller quotidiennement la décision TPS jusqu'au 19 février.



RÉSUMÉ RAPIDE POUR LES PARTIES PRENANTES

CPT dissous le 7 février transférant l'autorité exécutive complète au PM Fils-Aimé sans cadre successeur consensuel.

Enlèvements en hausse dans le corridor de Delmas avec un prêtre, un avocat et un juge parmi les otages actuels.

Déploiement de la Force de Suppression des Gangs retardé jusqu'en avril créant un vide sécuritaire alors que la MSS kényane se retire.

Décision judiciaire TPS attendue avant le 19 février affectant 350 000 Haïtiens aux États-Unis.

Élections prévues le 30 août mais le CEP signale 23 communes inaccessibles et un budget non financé de 137 millions de dollars.

DÉVELOPPEMENT 1

La dissolution du Conseil Présidentiel de Transition le 7 février a créé la première structure de gouvernance à exécutif unique d'Haïti depuis l'assassinat du Président Jovenel Moïse en 2021. Le Premier ministre Alix Didier Fils-Aimé a assumé l'autorité exécutive complète après un dernier mois tumultueux durant lequel cinq des neuf membres du CPT ont voté pour le destituer, déclenchant une intervention américaine ferme incluant le déploiement de trois navires de guerre à Port-au-Prince et des sanctions de visa contre cinq membres du conseil. L'Ambassade des États-Unis a qualifié la tentative de destitution d'illégale et averti que les politiciens corrompus soutenant les gangs violents paieraient un lourd prix. La France et la CARICOM ont approuvé la transition, le Président sortant du CPT Laurent Saint-Cyr transférant publiquement la responsabilité à Fils-Aimé et soulignant la sécurité, le dialogue politique, les élections et la stabilité comme principes directeurs.



Cependant, aucun consensus intérieur n'existe sur la structure de gouvernance devant remplacer le CPT. Le Congrès Patriotique pour le Salut National a conclu qu'une direction duale composée d'un président et d'un premier ministre est impérative et a appelé à un gouvernement technocratique neutre. L'ancien membre du CPT Leslie Voltaire a proposé un panel présidentiel de trois membres incluant lui-même, un juge de la Cour Suprême et un représentant de la société civile, bien que la sélection d'un premier ministre soit demeurée non résolue. L'analyse du CSIS décrit Fils-Aimé comme politiquement exposé en raison de la bataille de succession et note que le journaliste haïtien éminent Roberson Alphonse a averti que le premier ministre risque le même sort qu'Ariel Henry, qui a été forcé de démissionner en 2024 après avoir perdu la confiance internationale.



La transition s'est produite dans des conditions de fragmentation politique extrême. Haïti compte plus de 220 partis politiques enregistrés qui se sont révélés incapables de s'entendre sur des arrangements de gouvernance intérimaire malgré des mois de négociations. Une enquête de janvier 2025 a révélé que 52 pour cent des répondants ne faisaient pas confiance au CPT et 51 pour cent ne faisaient pas confiance au premier ministre, indiquant une légitimité faible pour les institutions transitoires en général. La CARICOM a reconnu la transition mais a souligné qu'elle devrait être une courte période intérimaire axée sur l'amélioration de la sécurité et l'intensification des préparatifs électoraux.

L'absence d'un organe exécutif collectif concentre le risque politique dans un seul individu opérant sans autorité constitutionnelle claire au-delà du cadre transitionnel. L'ancien Conseiller-Président du CPT Frinel Joseph a déposé sa déclaration de patrimoine de fin de mandat au Tribunal de Première Instance le 13 février, mais aucun détail n'a été rendu public et aucun mécanisme de vérification publique n'existe. Cela soulève des questions sur les mécanismes de transparence et de responsabilité pour les fonctionnaires dans l'environnement de gouvernance post-CPT.



CONTEXTE HISTORIQUE

Haïti fonctionne sous des cadres de gouvernance transitoires successifs depuis l'assassinat du Président Moïse en 2021. Le CPT a été établi en avril 2024 dans le cadre de l'Accord de Montana suite à la démission forcée du Premier ministre Ariel Henry. La structure à neuf membres du conseil représentait une tentative de distribuer le pouvoir exécutif entre les factions politiques, mais les divisions internes et les allégations de corruption ont miné son efficacité tout au long de son mandat.

POINTS DE DISCUSSION

Le PM Fils-Aimé gouverne comme autorité exécutive unique pour la première fois depuis l'assassinat de Moïse créant un risque politique concentré.

Aucun consensus politique intérieur n'existe sur le cadre de gouvernance successeur malgré plus de 220 partis enregistrés.

Le soutien américain fournit une légitimité internationale mais ne résout pas la fragmentation intérieure ou les déficits de légitimité.

Les sondages de janvier 2025 ont montré une méfiance majoritaire envers le CPT et le PM indiquant un mandat faible pour les institutions transitoires.

Les mécanismes de transparence sont absents alors que les anciens membres du CPT déposent des déclarations de patrimoine sans vérification publique.

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Surveiller les annonces du PM Fils-Aimé concernant les consultations sur le cadre de gouvernance ou l'approche décisionnelle unilatérale.

Suivre la formation de coalitions de partis politiques ou la fragmentation comme indicateur de l'équilibre du pouvoir intérieur.

Évaluer les messages de l'Ambassade des États-Unis pour des signaux de soutien continu ou de préoccupations émergentes concernant la performance du PM.



Évaluer l'intensité de l'engagement de la CARICOM et régional comme mesure de la confiance internationale.

Préparer des plans de contingence pour une perturbation potentielle de la gouvernance si l'opposition intérieure s'intensifie.



CONFIANCE



Haute confiance basée sur les rapports institutionnels officiels.

DÉVELOPPEMENT 2

Les conditions sécuritaires se détériorent matériellement à travers Port-au-Prince et les zones environnantes malgré les opérations policières en cours et le déploiement prévu de forces internationales. Haiti Libre a rapporté le 15 février que les enlèvements sont en hausse depuis plusieurs semaines dans la capitale avec Delmas 19, 31, 33 et 75 particulièrement affectés. Les otages actuels incluent un prêtre, un avocat et un juge, indiquant que les gangs ciblent des individus de haute valeur sans préoccupation pour le statut professionnel ou religieux. Plus alarmant encore, une vidéo circulant sur les réseaux sociaux montre Johnson André, alias Izo, chef du gang 5 Second, participant ouvertement et finançant des activités de carnaval dans le quartier de Village de Dieu sans réponse officielle du gouvernement ni action des forces de l'ordre.

La coalition de gangs Viv Ansanm, qui contrôle environ 85 à 90 pour cent de Port-au-Prince, a mené une nouvelle attaque à Kenscoff le 12 février tuant au moins une personne et brûlant plusieurs maisons. Kenscoff a été caractérisé comme l'une des dernières zones sûres de la capitale, faisant de cette incursion un indicateur significatif d'ambitions territoriales de gangs en expansion. Entre juillet et septembre 2025 seulement, au moins 1 247 personnes ont été tuées et 710 blessées, les opérations des forces de sécurité étant responsables de 61 pour cent des victimes, les attaques de gangs de 30 pour cent et les groupes d'autodéfense de 9 pour cent. Le taux de meurtres global en 2025 a augmenté d'environ 20 pour cent par rapport à 2024, tandis que les homicides dans les départements de l'Artibonite et du Centre ont bondi de 210 pour cent avec 1 303 victimes contre 419 en 2024.

Haïti connaît un vide critique de transition des forces de sécurité qui crée une vulnérabilité durant la première moitié de 2026. La mission d'Appui Multinational à la Sécurité dirigée par le Kenya compte environ 1 000 membres du personnel, principalement les 735 policiers kényans qui se sont déployés en plusieurs contingents jusqu'en décembre 2025. Le Secrétaire Principal des Affaires Étrangères du Kenya Korir Sing'Oei a annoncé que le Kenya commencera à réduire son déploiement après avoir atteint l'objectif principal de stabiliser le pays. La Force de Suppression des Gangs autorisée pour 5 550 membres du personnel en vertu de la Résolution 2793 du Conseil de Sécurité des Nations Unies ne devrait commencer à arriver qu'en avril 2026 avec un déploiement complet d'ici octobre 2026. Cela crée une fenêtre de trois à six mois durant laquelle la sécurité d'Haïti dépend d'une force en retrait et d'un remplacement pas encore déployé.

La Police Nationale d'Haïti a lancé des opérations appelées San Kanpe visant à démanteler définitivement les gangs et à dégager les routes nationales, le Secrétaire d'État à la Sécurité Publique Mario Andresol ayant précédemment déclaré que l'accès aux Routes Nationales 1 et 2 pourrait être restauré d'ici le 7 février 2026. Le statut actuel de cet objectif demeure non confirmé. Pendant ce temps, le Haut-Commissaire des Nations Unies aux Droits de l'Homme Volker Türk a évalué que la plupart des frappes de drones menées par une force opérationnelle de la PNH avec le soutien de contractants militaires privés américains depuis mars 2025 sont probablement illégales en vertu du droit international des droits de l'homme. Ces frappes ont tué au moins 547 personnes incluant 20 civils et 11 enfants entre mars et septembre 2025.



CONTEXTE HISTORIQUE

La crise des gangs en Haïti s'est intensifiée dramatiquement après l'assassinat du Président Moïse en 2021 alors que l'autorité de l'État s'effondrait à Port-au-Prince. La coalition Viv Ansanm s'est formée en 2024 pour coordonner les opérations de gangs à travers la capitale, atteignant un contrôle territorial sans précédent. Les réponses sécuritaires internationales ont évolué de la MSS dirigée par le Kenya autorisée en octobre 2023 à la GSF sous mandat du Chapitre VII autorisée en septembre 2025, mais le déploiement a pris du retard par rapport aux conditions sécuritaires qui se détériorent.

POINTS DE DISCUSSION

Les enlèvements augmentent dans le corridor de Delmas avec des cibles de haute valeur incluant un prêtre, un avocat et un juge.

Le chef de gang Izo finance ouvertement des activités de carnaval sans réponse gouvernementale démontrant l'impunité opérationnelle.

La coalition Viv Ansanm attaque maintenant Kenscoff précédemment considéré comme l'une des dernières zones sûres de la région de la capitale.

Un vide de transition des forces de sécurité existe alors que la MSS kényane se retire avant l'arrivée de la GSF en avril 2026.

Le taux de meurtres a augmenté de 20 pour cent en 2025 avec les départements de l'Artibonite et du Centre voyant une augmentation de 210 pour cent.

Le commissaire aux droits de l'homme de l'ONU a évalué que la plupart des frappes de drones sont probablement illégales tuant 547 personnes incluant 20 civils.

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Restreindre les déplacements de personnel dans Delmas 19, 31, 33 et 75 jusqu'à ce que la vague d'enlèvements s'apaise.

Éviter Village de Dieu et les zones avec des activités de financement de carnaval par les gangs visibles durant la période du 16 au 18 février.

Préparer les besoins potentiels de déplacement et humanitaires de Kenscoff si les attaques de Viv Ansanm continuent.

Surveiller étroitement le calendrier de déploiement de la GSF car tout retard en avril prolonge la fenêtre de vulnérabilité.

Évaluer si les opérations San Kanpe de la PNH atteignent les objectifs de dégagement des routes ou stagnent contre la résistance des gangs.

Évaluer les risques juridiques et de réputation de toute association avec les opérations de frappes de drones ou les entités de soutien.



CONFIANCE



Haute confiance basée sur les rapports institutionnels officiels.

DÉVELOPPEMENT 3

Le calendrier électoral d'Haïti fait face à des obstacles existentiels malgré le maintien par le Conseil Électoral Provisoire de son calendrier publié pour le vote du premier tour le 30 août 2026. Le CEP a explicitement déclaré que le calendrier est conditionnel à un environnement sécuritaire acceptable et à l'accès à toutes les municipalités, mais 23 communes demeurent actuellement sous contrôle de gangs incluant 12 dans le

Département de l'Ouest, 8 dans l'Artibonite et 3 dans le Centre. La campagne électorale est prévue pour débiter le 19 mai 2026, quelques semaines seulement après que la Force de Suppression des Gangs devrait commencer à arriver en avril 2026, ce qui signifie que les candidats feraient campagne avant que la force internationale n'ait lancé des opérations anti-gangs substantielles.

Le budget électoral est estimé à environ 137 millions de dollars mais le financement n'a pas été sécurisé. L'analyse du CSIS note que les institutions américaines clés ayant une expérience d'organisation électorale incluant IFES, NDI et IRI semblent jouer peu ou pas de rôle, tandis que les coupes de l'administration Trump ont réduit les budgets d'assistance à la démocratie. Cela crée un vide de financement précisément au moment où les préparatifs électoraux devraient s'intensifier. Le CEP a évalué que tenir des élections avant février 2026 était matériellement impossible en raison de l'insécurité et du manque de financement, et ces conditions n'ont pas fondamentalement changé malgré la transition du CPT à la gouvernance à exécutif unique.

Le cadre juridique électoral contient des éléments contestés qui pourraient miner la légitimité. Le décret électoral publié dans Le Moniteur le 1er décembre 2025 inclut deux ajouts faits sans le consentement du CEP : l'interdiction aux individus sanctionnés par l'ONU de se présenter comme candidats et l'établissement de 10 Bureaux Départementaux de Tabulation des Votes. Bien que le décret inclue un quota de 30 pour cent de candidates femmes et des dispositions de participation de la diaspora, les ajouts non autorisés soulèvent des questions sur l'interférence exécutive dans l'administration électorale. Plus de 220 partis politiques ont été approuvés pour la participation en octobre 2025, mais cette fragmentation complique la formation de coalitions et la messagerie de campagne cohérente.

Le calendrier suppose des améliorations sécuritaires que les tendances actuelles ne soutiennent pas. Le premier tour est prévu pour le 30 août avec les résultats publiés le 3 octobre, un second tour le 6 décembre, les résultats finaux le 7 janvier 2027, et l'investiture d'un nouveau président le 7 février 2027 exactement trois ans après le début du mandat du CPT. Cela suppose que la GSF atteindra un contrôle territorial suffisant pour sécuriser les 23 communes actuellement inaccessibles dans une fenêtre opérationnelle de quatre mois, un calendrier que les analystes sécuritaires expérimentés considèrent extrêmement optimiste étant donné l'enracinement des gangs et la coordination de la coalition.



CONTEXTE HISTORIQUE

Haïti n'a pas tenu d'élections nationales depuis 2016 lorsque Jovenel Moïse a été élu président. Le CEP a été reconstitué en septembre 2024 après des années de non-fonctionnalité, et a lancé une formation de capacité des partis sur la législation électorale et l'éthique politique en novembre 2025. Les processus électoraux précédents en Haïti ont été marqués par des allégations de fraude, une faible participation et des préoccupations d'observateurs internationaux concernant la crédibilité, créant un scepticisme quant à la viabilité du calendrier d'août 2026 même dans des conditions sécuritaires optimales.

POINTS DE DISCUSSION

Le CEP maintient le calendrier du premier tour du 30 août mais déclare explicitement que le calendrier est conditionnel à une sécurité acceptable.

23 communes demeurent sous contrôle de gangs incluant 12 dans le Département de l'Ouest où la plupart des

électeurs sont concentrés.

La campagne est prévue pour débiter le 19 mai quelques semaines seulement après le début de l'arrivée de la GSF avant le lancement des opérations anti-gangs.

Le budget électoral de 137 millions de dollars n'est pas financé alors que les budgets d'assistance à la démocratie américaine ont été réduits sous l'administration Trump.

Le décret électoral contient des ajouts non autorisés soulevant des questions sur l'interférence exécutive.

Le calendrier suppose des améliorations sécuritaires que les tendances actuelles ne soutiennent pas dans une fenêtre opérationnelle de quatre mois.

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Suivre les annonces du CEP pour tout signal de réévaluation du calendrier ou de discussions de report.

Surveiller les engagements de donateurs internationaux pour le financement électoral particulièrement des sources américaines, européennes et de la CARICOM.

Évaluer si les partis politiques commencent des préparatifs pratiques de campagne ou adoptent une approche d'attente.

Évaluer le rythme de déploiement de la GSF en avril et mai comme indicateur critique de la viabilité du calendrier sécuritaire.

Se préparer à un effondrement potentiel du calendrier si le vide de financement ou les obstacles sécuritaires s'avèrent insurmontables.



CONFIANCE



Haute confiance basée sur les rapports institutionnels officiels.

DÉVELOPPEMENT 4

Une décision judiciaire fédérale américaine sur le Statut de Protection Temporaire pour environ 350 000 Haïtiens aux États-Unis est attendue avant le 19 février 2026, créant une incertitude significative pour la communauté diasporique. Le 2 février, la juge Ana C. Reyes de la Cour de District des États-Unis a bloqué la résiliation du TPS par le Département de la Sécurité Intérieure, et le 13 février elle a maintenu sa décision malgré avoir reçu des menaces de mort. L'administration Trump a déposé un appel et a argumenté que la juge Reyes n'a pas la juridiction pour bloquer la résiliation. Une décision finale est attendue dans quelques jours, et le résultat déterminera si des centaines de milliers d'Haïtiens peuvent continuer à travailler légalement aux États-Unis ou faire face à des procédures de déportation.

Le moment coïncide avec les fermetures de carnaval des installations diplomatiques haïtiennes à travers l'Amérique du Nord du 16 au 18 février. L'Ambassade au Canada est fermée du 16 au 18 février et rouvre le 19, l'Ambassade à Washington est fermée du 16 au 17 février et rouvre le 18, l'Ambassade au Mexique est fermée du 16 au 17 février, et le Consulat à Montréal est ouvert jusqu'à midi le 16 février puis fermé du 17 au 18 février et rouvre le 19. Cela réduit la disponibilité des services consulaires précisément lorsque les membres de la diaspora peuvent avoir besoin de conseils juridiques concernant le statut TPS, les renouvellements d'autorisation de travail ou la planification d'urgence.

La décision TPS a des implications plus larges pour la stabilité économique d'Haïti et les conditions humanitaires. Les envois de fonds de la diaspora demeurent critiques car environ 60 pour cent de la population d'Haïti vit avec moins d'un dollar par jour. En 2025, plus de 270 000 individus ont été retournés de force en Haïti, souvent sans systèmes de soutien, contribuant au déplacement interne et au stress humanitaire. Une décision TPS défavorable accélérerait dramatiquement les retours forcés à un moment où la capacité d'absorption d'Haïti est minimale en raison du contrôle des gangs sur les zones urbaines, de l'insécurité alimentaire affectant 5,7 millions de personnes, et de plus de 1,4 million de personnes déplacées internes représentant 12 pour cent de la population.

L'incertitude juridique affecte également l'engagement politique diasporique et la participation potentielle aux élections d'août 2026. La loi électorale inclut des dispositions de participation diasporique, mais les individus faisant face à une déportation potentielle sont peu susceptibles de s'engager dans les processus politiques ou de considérer un retour éventuel pour voter. Cela pourrait réduire l'engagement électoral diasporique précisément lorsque leur soutien financier et leur influence politique sont le plus nécessaires pour soutenir la transition démocratique d'Haïti.



CONTEXTE HISTORIQUE

Les États-Unis ont accordé le Statut de Protection Temporaire aux Haïtiens suite au tremblement de terre de 2010 et l'ont renouvelé à travers des administrations successives basé sur des conditions extraordinaires continues. Le premier mandat de l'administration Trump a tenté de mettre fin au TPS pour plusieurs nationalités mais a fait face à des défis juridiques, et l'administration Biden a restauré les protections. La tentative actuelle de résiliation représente des efforts renouvelés de l'administration Trump pour mettre fin aux programmes d'immigration humanitaire, avec Haïti parmi plusieurs pays affectés par le changement de politique.

POINTS DE DISCUSSION

La décision judiciaire TPS attendue avant le 19 février affectant le statut juridique de 350 000 Haïtiens aux États-Unis.

La juge Reyes a maintenu le blocage de la résiliation malgré des menaces de mort mais l'administration Trump fait appel de la décision.

Les fermetures de carnaval du 16 au 18 février réduisent la disponibilité des services consulaires durant la fenêtre de décision critique.

Une décision défavorable accélérerait les retours forcés lorsque la capacité d'absorption d'Haïti est minimale en raison du contrôle des gangs.

Les envois de fonds sont critiques car 60 pour cent de la population vit avec moins d'un dollar par jour.

L'incertitude juridique peut réduire l'engagement électoral diasporique malgré les dispositions de participation dans la loi électorale.

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Surveiller quotidiennement les dépôts judiciaires américains et les annonces de la juge Reyes jusqu'au 19 février pour la décision finale.

Préparer des cliniques juridiques communautaires diasporiques ou des séances d'information pour des conseils post-décision selon le résultat.

Coordonner avec les fonctionnaires consulaires haïtiens pour prolonger les heures de service après le 19 février si le TPS est résilié.

Évaluer l'impact humanitaire potentiel des retours accélérés sur les indicateurs de déplacement et de sécurité alimentaire.

Évaluer si les organisations diasporiques maintiennent l'engagement électoral ou se concentrent sur la défense contre la déportation.



CONFIANCE



Haute confiance basée sur les rapports institutionnels officiels.

À SURVEILLER

PROCHAINES 24 À 48 HEURES

La décision de la juge Reyes sur le TPS attendue avant le 19 février déterminant le statut juridique pour 350 000 Haïtiens aux États-Unis avec un potentiel de résiliation immédiate de l'autorisation de travail ou de protections prolongées. La période de carnaval du 16 au 18 février présente une vulnérabilité sécuritaire car le chef de gang Izo a démontré l'impunité opérationnelle en finançant des festivités à Village de Dieu sans réponse gouvernementale. Les installations diplomatiques haïtiennes rouvrent les 18 et 19 février après les fermetures créant un arriéré de demandes de services consulaires.

CETTE SEMAINE

Le PM Fils-Aimé peut annoncer des consultations sur le cadre de gouvernance ou signaler l'intention de

gouverner avec le soutien international seul. Le modèle d'enlèvement dans le corridor de Delmas indiquera si la hausse est un pic temporaire lié au carnaval ou un changement opérationnel soutenu des gangs. Les opérations San Kanpe de la PNH devraient démontrer des progrès sur les objectifs de dégagement des routes particulièrement les Routes Nationales 1 et 2 ou révéler un élan stagnant contre la résistance des gangs.

HORIZON STRATÉGIQUE

Les premières arrivées de troupes de la GSF ciblées pour avril 2026 avec tout retard prolongeant le vide sécuritaire alors que la MSS kényane complète son retrait. Les engagements de financement électoral doivent se matérialiser d'ici fin mars pour que la date de début de campagne du 19 mai demeure viable. Le rapport DDR de 90 jours de la BINUH dû en avril 2026 façonnera le cadre de désarmement et de réintégration. La date limite de conformité portuaire de l'USCG pourrait déclencher des refus de navires aux ports américains si Haïti ne satisfait pas aux normes de sécurité internationales. La trajectoire sécuritaire de Kenscoff déterminera si Viv Ansanm consolide les gains territoriaux dans la dernière zone sûre de la capitale ou fait face à une résistance efficace.

SOURCES PRIMAIRES

Reuters couverture de la transition du mandat du CPT Haïti février 2026

CSIS Haiti Embarks on Another Rocky Political Transition 8 février 2026

Haiti Libre rapports Zapping quotidiens 13 au 15 février 2026

Le Nouvelliste couverture des sanctions américaines et du mandat de la BINUH février 2026

Vant Bèf Info restrictions de visa américaines et déclaration de Frinel Joseph février 2026

Gazette Haiti décision TPS et gouvernance post-CPT février 2026

UN News briefing du Conseil de Sécurité crise haïtienne au point de rupture 20 janvier 2026

UN OCHA Plan de Réponse Humanitaire 2026 budget de 880 millions de dollars

ReliefWeb mise à jour hebdomadaire de la situation en Haïti 13 février 2026

Security Council Report analyse du renouvellement du mandat de la BINUH février 2026

NBC News couverture de la décision de la juge Reyes sur le TPS 13 février 2026

New Humanitarian analyse du déploiement de la Force de Suppression des Gangs février 2026

Human Rights Watch chapitre Haïti du Rapport Mondial 2026

Miami Herald reportage d'investigation sur l'impasse du port Terminal Varreux